

Cette troublante ressemblance du budget 2019 avec ceux de François Hollande



A l'occasion des orientations budgétaires du gouvernement pour l'année 2019, le président de la République a pu être comparé à François Hollande. Emmanuel Macron ne serait-il pas en réalité sa matrice ?

Avec Les Arvernes

Atlantico : Suite au dévoilement des orientations budgétaires du gouvernement pour l'année 2019, à l'occasion de l'interview d'Edouard Philippe dans les colonnes du JDD, Emmanuel Macron a pu être comparé à François Hollande, notamment par l'hebdomadaire Le Point qui titrait: "Budget 2019 : quand Macron fait du Hollande". Pourtant, comme l'indiquait un haut responsable européen dans L'opinion : « Tout est très mauvais dans ce budget. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : ce budget 2019 ressemble aux deux premiers budgets de François Hollande... et c'étaient les budgets d'Emmanuel Macron ». Le Projet de loi de Finances 2019 (PLF 2019) est en train d'être finalisé. Quel regard portez-vous sur cette préparation ?

Les Arvernes : D'abord, vous avez raison de le souligner, c'est pour l'instant un projet, qui devra être confronté/ amendé par la Représentation nationale. C'est dire qu'il n'est pas définitif, étant donné que même voté, il pourrait être amendé en LFR.

Ces précautions étant prises, il importe tout d'abord de s'arrêter sur les conditions techniques d'élaboration de ce projet. Flaubert dit avec raison que « la forme c'est le fond qui remonte à la surface ».

A cette aune, la façon dont le budget a été préparé, signe selon nous l'amateurisme du gouvernement, et, c'est plus grave, le dysfonctionnement structurel de l'Etat.

Amateurisme d'abord, car, ceci peut paraître de la cuisine interne, mais la procédure de préparation du budget a été chaotique. Préparer le budget, c'est un long processus, assez laborieux – ceux d'entre nous qui avons travaillé à la Direction du budget de Bercy ou dans les directions budgétaires des ministères le savent - étape par étape. Or la procédure budgétaire a systématiquement été retardée pour une raison simple : quand on ne sait pas ce qu'on veut, chaque étape prend du retard. Faire un budget, comme toute décision, c'est choisir. Mais en macronie, parfois plus encore que sous ses prédécesseurs, personne n'arbitre, si ce n'est le Président lui-même...écartelé par la doctrine du « en même temps ».

De manière plus grave, la difficulté à faire le budget est le reflet du dysfonctionnement croissant de l'Etat comme machine administrative. L'Etat est une gigantesque organisation, dont le rôle est de prendre des décisions, de rendre des services publics. Or, l'Etat est de moins en moins capable de faire cela. Ceci n'est pas nouveau, et ce n'est naturellement pas la seule responsabilité du Président Macron. Dès 1997, Dominique Strauss Kahn, constatant les dysfonctionnements croissants et graves, avait lancé à ses cadres de Bercy le fameux « l'Etat est en danger ». Oui, l'Etat est en danger. Il dysfonctionne de plus en plus. Plusieurs raisons profondes

l'expliquent. Disons simplement qu'en matière budgétaire comme dans d'autres matières, les critères de compétence ne jouent plus suffisamment ! Pour le dire autrement, à force de briser la haute fonction publique par la mise au rencard systématique du mérite au profit d'autres considérations (politisation, parité etc.), l'Etat a tout simplement à sa tête des personnes de moins en moins compétentes. C'est un secret de Polichinelle pour les Ministres. C'est aussi le cas pour les hauts fonctionnaires. C'est l'un des problèmes du Brexit : les britanniques n'ont simplement pas les hommes et les femmes pour faire ! Emmanuel Macron le comprend-il ? On peut en douter.

En quoi l'ambition du budget 2019 peut-elle se rapprocher de celle qui émanait des premiers budgets de François Hollande, et dans quelle mesure Emmanuel Macron en était-il déjà l'instigateur ?

Mais nous n'avons eu de cesse de le dire et de le répéter avant l'élection présidentielle. Qui était le principal conseiller économique de François Hollande durant la campagne présidentielle de 2012 ? Qui était le principal collaborateur économique du Président ? Qui a été Ministre des finances ? Emmanuel Macron. Son bilan était là : pas désastreux ; juste médiocre.

La continuité entre les budgets de François Hollande et ceux d'Emmanuel Macron est naturelle. Surtout, elle est factuelle.

Dans l'esprit d'une part. Ne jamais trancher. Emmanuel Macron, en réalité comme François Hollande, dont il est bien le fils spirituel, n'a pas véritablement de stratégie. Mais comme François Hollande, pour reprendre l'expression de Lamartine, il veut conserver pour lui seul le « monopole de l'indécision ». Qui peut caractériser ce qu'étaient les budgets de François Hollande ou sa stratégie économique ? Personne. Il en est de même pour Emmanuel Macron. Assume-t-il clairement une politique de l'offre ? Oui estime-t-on si l'on s'appelle Mélenchon et qu'on considère qu'il faut toujours taxer plus les français et les entreprises françaises qui sont pourtant parmi les plus taxés au monde. Non si l'on veut bien regarder l'ampleur des dépenses publiques, le caractère pléthorique des trois fonctions publiques, la distorsion des revenus en faveur des baby-boomers etc. Est-il prêt à réduire la dépense publique ? Oui dans les mots. Non dans les faits.

Dans la méthode ensuite. Faute de vision, ce sont les mesurette qui priment. Un peu de rabout par-ci. Quelques augmentations par là. Il est frappant de voir que ce budget ne porte aucune mesure structurelle de réforme de l'Etat. La seule est la retenue à la source... dont on ne sait plus depuis quelques heures si elle sera mise en œuvre ou non, pataqués de plus.

Quels sont les écueils existants expliquant un résultat aussi paradoxal lorsqu'une comparaison est faite avec la rhétorique du réformisme utilisée par Emmanuel Macron ? Diriez-vous que ce budget est à la hauteur des ambitions du Président Macron ?

Il n'est pas aisé de répondre à cette question.

D'un côté, Emmanuel Macron, contrairement à François Fillon, a toujours assumé l'idée d'un réformisme tiède. François Fillon proposait 500 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'Etat sur le quinquennat, contre 120 000 pour Emmanuel Macron. Nous pensions que François Fillon avait raison sur le diagnostic, même si nous ne nous dissimulions pas les difficultés d'exécution. Mais peu importe. Le problème c'est qu'en Loi de Finances 2018, il n'a été procédé qu'à à peine plus de 1000 suppressions ! Qui peut croire qu'un Président mécaniquement usé reformera plus en fin qu'en début de quinquennat ?

D'un autre côté, Emmanuel Macron ne semble pas comprendre l'état terrible des finances publiques de la France et à quel point cette situation condamne, de fait, ses ambitions européennes. En fait, tout a été dit par lui lors de la remise du Prix Charlemagne : « la France a changé ». Emmanuel Macron, enfant surdoué de la communication, remet au goût du jour le mot du cardinal de Retz : « un politique est plus jugé à ce qu'il a dit qu'à ce qu'il a fait ». Mais chez lui, c'est pire : il semble penser que ce qu'il a dit est effectivement réalisé. En ce sens, le budget est un moment de vérité. Et la vérité est cruelle : les finances publiques française n'ont pas interrompu une trajectoire qui, de fait, est contraire aux objectifs européens du Président. La réalité, c'est que dans un an ou deux, l'Allemagne sera à 60% de dette publique rapportée au PIB, la France à 100%. Ceci veut dire une chose : quand il s'agira de réformer la zone euro, la France sera inaudible. Nous nous mettons entre les mains de l'Allemagne...tout en prétendant lui faire la leçon...

Donc, pour résumer, ce budget, c'est bien la continuation de la vision hollandienne.